SYRIE

Le stratège de Daesh éliminé par les Russes

La Russie a revendiqué hier la frappe aérienne ayant tué en Syrie le porte-parole et numéro deux de Daesh , Abou Mohammed al-Adnani, dont la mort a été annoncée par le groupe terroriste et que les Etats-Unis ont affirmé avoir ciblé.

Photo : DR

Le haut responsable terroriste faisait partie, selon le ministère russe de la Défense, d'un groupe d'une quarantaine d'éléments de Daesh tués mardi par une frappe d'un bombardier russe Su-34 près du village de Oum Hoch, dans la région d'Alep (nord de la Syrie).

«Parmi les terroristes liquidés se trouvait, selon des informations confirmées par divers canaux, le chef de guerre Abou Mohammed al-Adnani, plus connu comme le porte-parole du groupe terroriste Daesh», a indiqué le ministère dans un communiqué.

Le groupe islamiste a annoncé mardi la mort d'al-Adnani dans la province d'Alep, alors qu'il «inspectait les opérations militaires», mais sans préciser la date, ni les circonstances de sa mort.

Le Pentagone a ensuite affirmé que la coalition internationale menée par les Etats-Unis avait mené une frappe aérienne près d'Al-Bab, dans le nord-est d'Alep, ciblant Abou Mohammed al-Adnani mais en précisant que le résultat de cette frappe était encore en cours d'évaluation. Le chef terroriste — considéré par les services de renseignement occidentaux comme le «ministre des attentats» de Daesh — s'était illustré en exhortant ses partisans à passer à l'action dans leur pays d'origine en utilisant n'importe quelle arme disponible (couteau, pierre ou véhicule) contre les citoyens des pays membres de la coalition.

La Russie mène depuis septembre 2015 une campagne de frappes aériennes en soutien aux forces syriennes. Elle mène notamment des bombardements autour d'Alep, deuxième ville du pays, où s'affrontent âprement les troupes gouvernementales et divers groupes rebelles.

La liquidation d'Adnani est la troisième d'un haut responsable terroriste en cinq mois et elle isole encore davantage l'introuvable chef du groupe, Abou Bakr al-Baghdadi, pour lequel les Etats-Unis promettent dix millions de dollars pour toute information.

«L'élimination d'Adnani est un signal que Daesh n'est plus en mesure de protéger ses leaders les plus importants», affirme à l'AFP Hicham al-Hachemi, spécialiste des mouvements terroristes en Syrie et en Irak, deux pays où Daesh a auto-proclamé son califat en 2014.

«Les jours de Baghdadi sont comptés», avance Patrick Skinner, du groupe d'expertise Soufan, «car il est trop connu pour passer incognito». «Au fur et à mesure que la pression s'accroît sur le groupe, les membres commencent à divulguer des secrets et les témoins voient davantage de choses», souligne-t-il.

L'expert Charles Lister estime, pour sa part, que les Etats-Unis ont probablement «acquis une source de renseignement ayant un accès privilégié aux activités de la direction» du groupe, ce qui devrait encore renforcer la paranoïa dans ses rangs.

Tous les observateurs s'accordent sur la prééminence d'Adnani dans l'organisation de Daesh, un groupe ultra-secret dont le fonctionnement reste mal connu.

«Privé de son discours explosif, Daesh devrait avoir du mal à inspirer les niveaux intenses de violence qu'il inspirait ces derniers temps», estime Charles Lister.

Selon lui, de récentes indications laissaient penser que Daesh envisageait de faire d'Adnani le successeur de Baghdadi comme «calife».

Sa disparition va porter «un nouveau coup important à Daesh» car il était le «principal architecte des opérations extérieures» du groupe, a résumé le porte-parole du Pentagone Peter Cook.

Selon lui, le chef «a coordonné le mouvement des terroristes de Daesh, encouragé directement les attaques par des loups solitaires sur des civils et des membres de l'armée, et activement recruté de nouveaux partisans».

Adnani s'est notamment illustré en exhortant les partisans de Daesh à passer à l'action dans leur pays d'origine en utilisant n'importe quelle arme disponible contre les ressortissants des pays de la coalition. Cet appel aurait notamment inspiré des attentats en Europe.

Un responsable américain de la Défense a cité à ce sujet plusieurs «opérations importantes» comme les attentats à Paris, à Bruxelles et à l'aéroport d'Istanbul, dans un café au Bangladesh ou encore contre un avion russe dans le Sinaï. Ces attaques ont fait au total, d'après cette source, plus de 1 800 morts et près de 4 000 blessés.

Pour Aymenn Jawad Al-Tamimi, autre expert des mouvements terroristes, sa disparition est «symboliquement importante et, plus largement, une indication du déclin du groupe terroriste.

Elle intervient alors que les revers militaires se succèdent pour cette organisation. En Irak, son fief de Mossoul est menacé par une offensive des troupes gouvernementales. En Syrie, il a récemment été chassé de Minbej, et a perdu la localité de Jarablos face aux forces turques entrées en action en Syrie. Et en Libye, la perte totale de son bastion de Syrte paraît imminente.

Originaire d'Idleb, dans le nord-ouest syrien, selon une biographie de Daesh, Adnani s'était engagé dans le terrorisme au début des années 2000, prêtant allégeance au redouté chef d'Al-Qaïda en Irak Abou Moussab al-Zarqaoui.

Le 29 juin 2014, il avait annoncé dans un enregistrement audio «le rétablissement du califat» par le groupe EI et la désignation de Baghdadi comme «calife».

Sa disparition intervient après celle, annoncée en juillet par Daesh, d'Omar al-Shishani dit «Omar le Tchétchène», un commandant important tué près de Mossoul en Irak. Le 25 mars, Washington avait révélé «l'élimination» dans une opération américaine en Syrie d'Abdel Rahmane al-Qadouli, présenté comme le n°2 de Daesh.

Publicité

VENEZUELA

Le camp gouvernemental manifeste à la veille de la grande marche de l'opposition

Le camp gouvernemental au Venezuela s'apprêtait à manifester hier «pour défendre la révolution» et mobiliser ses partisans à la veille de la grande marche nationale de l'opposition qui exige un référendum pour destituer Nicolas Maduro.

Les chavistes, du nom de l'ex-Président Hugo Chavez, au pouvoir de 1999 à 2013, étaient déjà descendus dans la rue mardi. Ils ont aussi appelé à une vaste contre-mobilisation jeudi, baptisée «la prise du Venezuela».

Signe de la tension palpable au Venezuela, des militaires et des policiers ont commencé à se positionner hier aux points stratégiques du pays à quelques heures de la grande marche de l'opposition, dénommée «la prise de Caracas».

Accusant l'opposition de planifier un «coup d'Etat», le chef de l'Etat a menacé d'emprisonner les dirigeants de l'opposition en cas de violences jeudi.

«Qu'ils pleurent ou qu'ils crient, ils iront en prison !», a-t-il lancé mardi devant une foule réunie sur la place Caracas.

«Tout le Venezuela est en train de se mobiliser en faveur du droit de vote (...) passant outre la stratégie de la peur, le chantage, l'intimidation, pour réussir la mobilisation la plus importante de notre histoire récente», a rétorqué Jesus Torrealba, porte-parole des antichavistes, réunis sous la coalition de la Table de l'unité démocratique (MUD, centre droit).

Ces derniers jours, les autorités ont arrêté deux dirigeants de l'opposition : Yon Goicoechea, accusé de transporter des explosifs pour la manifestation, et Carlos Melo. L'ancien maire de Caracas et antichaviste Daniel Ceballos, assigné à résidence depuis un an, a été renvoyé en prison pour avoir planifié sa fuite et préparé des actes violents jeudi, selon le gouvernement. La MUD a dénoncé une «persécution politique».

La tension politique est grande au Venezuela, l'opposition exigeant depuis des mois la tenue d'un référendum révocatoire contre l'impopulaire Président Nicolas Maduro.

Le Venezuela fait face en outre à une récession économique générée par l'effondrement des prix du pétrole, pourvoyeur de 96% des devises du pays.

Faute de dollars pour les importations, la pénurie touche plus de 80% des produits de base.